chargé de recherche principal à mi-temps à l'Institut au cours des trois dernières années, a accepté un poste à temps plein à la *Norman Paterson School*, à l'Université Carleton. **Marie-France Desjardins** entreprendra des études de doctorat à l'Université de Londres (Angleterre) l'an prochain. **Johanne Di Donato** a quitté l'Institut, tout comme **Chantale Beaudoin, Dianne DeMille, Lynne Cardinal, Samantha Hayward** et **Annemarie Bélanger**. **Marc Pierre-Louis**, étudiant, a occupé un emploi d'été à la Direction des programmes publics de l'Institut. **Walter Bernyck** et **Réjean Hallé** ont travaillé à la Direction de la recherche.

John Toogood a participé à une assemblée internationale de représentants d'instituts pour la paix, à Des Moines (Iowa), en juin. En août, il a assisté à une conférence parrainée par la *St. Lawrence University* et l'Université Queen's à Canton (New York), et intitulée *The Road from Ogdensburg: Fifty Years of Canada-US Defence Cooperation*. **Roger Hill** a parlé du travail de l'Institut pendant *Interaction 1990*, une conférence nationale sur le règlement des différends, qui s'est tenue en juillet. En août, il a présenté un exposé sur le rôle du Pacte de Varsovie, au *Bedford Institute*, en Nouvelle-Écosse.

Ron Purver a exposé une perspective canadienne sur la sécurité maritime dans l'Arctique, dans le cadre d'une conférence qui se tenait au Collège Glendon de Toronto. Il a également pris la parole pendant une conférence sur la limitation des armements navals et la sécurité maritime, que parrainait le *Centre for Foreign Policy Studies*, à l'Université Dalhousie; il a alors choisi de parler des sanctuaires et des zones d'exclusion des sous-marins porteurs de missiles balistiques.

Gabrielle Mathieu a participé à une conférence organisée à l'École de journalisme de l'Université Carleton sur les conséquences de la *glasnost* pour le journalisme en Union soviétique. Parmi les personnes présentes, on comptait des journalistes canadiens et soviétiques. **Michael Bryans** a fait un exposé sur des questions de paix et de sécurité devant un groupe d'étudiants canadiens et soviétiques qui se rassemblaient sur les rives de la baie Georgienne, sous l'égide de la *Canadian Society of Friends*. **Nancy Gordon** a assisté à l'assemblée annuelle de l'*Academic Council of the UN System* à New York, en juin. Le Secrétaire général **Pérez de Cuéllar** comptait parmi les dignitaires qui ont alors pris la parole. □

Programme de bourses Barton

TRIBUNE

Paix et Sécurité présente à tort une perspective américaine

J'ai été atterrée de lire dans une revue dont le mandat précise qu'elle doit donner une «perspective canadienne» des choses, l'article intitulé «Se tenir coi en Amérique latine», qui cautionne le point de vue de Washington. Même s'il adresse pour la forme quelques critiques patentes à l'endroit de la politique des É.-U., Peter Hakim se fonde cependant sur certaines hypothèses de base indéfendables. Le Canada prétend vouloir un renforcement des Nations-Unies, la primauté du droit international et le règlement pacifique des conflits. Pourquoi, dans ce cas, faire paraître en toute impunité un article laissant entendre que les États-Unis ont tout à fait le droit d'envahir des pays souverains et de s'immiscer dans leurs affaires, au mépris des règles du droit international ?

En déclarant que les «troupes américaines sont rapidement venues à bout des forces de défense panaméennes, sans avoir à déplorer trop de pertes en vies humaines», l'auteur fait preuve d'une arrogance stupéfiante. Quelles vies ? Trop par rapport à quoi ? Pourquoi les Canadiens devraient-ils sembler abonder dans le sens des États-Unis et faire comme s'ils étaient convaincus que les seules vies qui comptent sont celles des Américains ? La vie d'un Américain n'a pas plus de prix à mes yeux que celle d'un Panaméen, d'un Nicaraguayen ou d'un Salvadorien.

Autre thème de propagande américaine que l'article met de l'avant : en étiquetant de «communistes» les mouvements nationalistes populaires qui luttent pour la liberté, la démocratie et les droits de la personne (à tort, d'ailleurs), les États-Unis se croient investis en quelque sorte du droit sacré d'anéantir ces mouvements.

L'article de Hakim minimise la mesure dans laquelle les É.-U. possèdent et contrôlent les forces *contras* au Nicaragua, et il exagère l'innocence de George Bush. Après tout, ce dernier a été vice-président et ancien directeur de la CIA, et il n'est pas né sous la pluie de novembre 1988.

L'auteur présente les politiques passées des États-Unis au Salvador sous
de 4 milliards de dollars en aide, le
ıincre la révolution populaire (c'est-
ustice). Les autorités n'ont évoqué
: que pour inciter les Américains à
égociation qu'en cas d'échec des
le, M. Hakim établit par ailleurs une
ent salvadorien et l'aile militaire qui
prêtres jésuites, sans parler des qua-
'archevêque Romero et des innom-
rganisateurs et membres du clergé
, les Américains ne seraient en
nent actuellement au Guatemala
ıtribué à renverser le dernier
ala en 1954.
d'une piété écoeurante, surtout
la «communauté internationale» a
La Cour internationale de justice a
à verser au Nicaragua la somme de
ations, une décision dont Washing-
npte. D'autres pays, dont le Canada,
caragua à se reconstruire, pour voir
méricaines menées par l'interm-
et le Canada, entre autres pays, ont
s dernières élections au Nicaragua,
es millions pour faire élire «leur»

t *Sécurité*, je commence à me poser
que je ne connais pas aussi bien.
: que de me demander si la revue
tions à l'égard des Canadiens et
s objectifs.

Lorna Diggle, Rimbey (Alberta) □

Institut canadien pour
la paix et la sécurité internationales

360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario)
Canada
K1R 7X7

Ottawa (Ontario) K1R 7X7